

**PV de la réunion de Concertation locale –
Ville de Bruxelles
09 novembre 2011**

PRÉSENTS :

Associations Cohésion sociale – FIPI :

Amo de NOH ; Ase Anneessens ; Atelier du Soleil ; Bruxelles Laïque ; Centre Culturel Bruegel ; Centre de réflexion Fransisco Ferrer ; Centre TEFO ; Chom'hier AID ; Club de Jeunesse Action éducative ; Don Bosco – Télé Service ; Double sens, EMECOJ ; Entraide ; Entraide Bruxelles ; Entraide des Marolles ; Eurêka Aide et soutien ! ; Foyer des jeunes des Marolles ; Groupe d'Entraide Scolaire de Laeken ; La Ribambelle – Halte Garderie de la Senne ; Le Toucan ; Jeunesse à Bruxelles, Le Colombier ; Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente ; Les Ateliers Populaires ; Le Quatre-Vingt-Huit ; M.J. l'Avenir ; Maison des jeunes NOH ; Maison des Associations ; Mini-Annessens ; Progrès ; Solidarité ; Sports et culture.

Association Invitée :

Monsieur Nico Hirt : professeur et membre fondateur de L'Appel pour une école démocratique (Aped).

Ville de Bruxelles :

Monsieur Lemaitre : Cabinet de l'Echevin de l'Etat civil, la Culture, l'Emploi et la Formation de la Ville de Bruxelles.

Cocof :

Monsieur Philippe Sterckx : Cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale & Matières bicommunautaires- Enseignement

Monsieur Vincent D'Ostuni : Gradué administratif – Commission Communautaire Française; Service des affaires sociales – Secteur Cohésion sociale ;

Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles :

Madame Basma Ben Amar, Coordinatrice des projets de Cohésion sociale.

Monsieur Karim BOUHOUT, Coordinateur des projets de Cohésion sociale.

Associations excusées

Arthis – la Maison culturelle Belgo-Roumaine ; Caria ; Centre culturel Bruxelles Nord– Maison de la création ; Centre social du Béguinage ; Formosa ; Interpôle ; Joseph Swinnen ; Les Amis des Bibliothèques de la Ville de Bruxelles.

ORDRE DU JOUR : POINTS PRINCIPAUX DE LA RÉUNION

1. Approbation du PV du 24 mars 2011.
2. Accueil des partenaires associatifs et discours de bienvenue des autorités communales compétentes présentes.
3. Intervention de Monsieur **Philippe Sterckx**, Cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale & Matières bicommunautaires – Enseignement, au sujet de la Circulaire ministérielle relative aux procédures d'évaluation de la politique de cohésion sociale 2011-2015.
4. Intervention de Monsieur *Nico Hirt*, professeur et membre fondateur de *L'Appel pour une école démocratique (Aped)*.
5. Séance de questions réponses à la suite de l'exposé.
6. Travail en atelier.
7. Goûter convivial.

1. INTRODUCTION DE LA CONCERTATION LOCALE

Présentation des invités du jour et des autorités compétentes présentes par Madame Basma Ben Amar.

2. APPROBATION DU PV DU 24 MARS 2011

Approuvé sans remarque.

3. INTERVENTION DE MONSIEUR PHILIPPE STERCKX :

(Cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale & Matières bicommunautaires – Enseignement)

Objet : circulaire ministérielle relative aux procédures d'évaluation de la politique de cohésion sociale 2011-2015.

Rappel des modalités d'évaluation échéant au quinquennat précédent : système d'évaluation en cascade : évaluation des projets associatifs par les membres du contrat communal. Rédaction d'une synthèse des rapports associatifs par les coordinateurs communaux. Rédaction d'une synthèse des rapports communaux par le Centre régional d'Appui en cohésion sociale en phase terminale. Cette méthodologie déductive comporte des avantages (récolte d'informations intéressantes) ainsi que certains inconvénients incontournables : certains constats repris dans les rapports d'évaluation relevant des trois paliers d'analyse (associatif, communal et régional) sont récurrents en conséquence directe du financement quinquennal du programme de cohésion sociale. Cette dynamique crée des redites érodant autant les contenus de ces rapports (constats

répétitifs) que les acteurs associatifs (lassitude face à un effort répétitif à la défaveur du public et de la pratique de terrain).

Or, tant le Décret que l'arrêté d'application en matière de cohésion sociale sont précis sur les prérogatives relevant du reportage des projets associatifs. D'où la nécessité de passer par une circulaire ministérielle.

- Déroulement prévisionnel des procédures d'évaluation du Programme quinquennal 2011-2015.
- **2012** : premier rapport rédigé par les acteurs associatifs reprenant les constats de l'année 2011 à transmettre aux coordinations locales et dans la suite du processus, au Centre régional d'Appui en cohésion sociale. Ce rapport est exhaustif (rapport d'activités + rapport financier) et d'une importance primordiale en conséquence de l'image qu'il donnera de l'ouverture des projets quinquennaux.
- **2013** : les acteurs associatifs sont exemptés du rapport annuel d'activités mais pas du rapport financier. Ce dernier ainsi que les pièces justificatives y afférant doivent être transmis à l'administration de la Cocof en vue de percevoir le solde du subside alloué. A défaut du rapport financier, l'administration de la Cocof est en droit d'exiger le remboursement du subside accordé.
- **2014** : les acteurs associatifs sont tenus de rendre un rapport annuel d'activités exhaustif (rapport d'activités + rapport financier). Ce rapport reste important en conséquence de l'évaluation mi-parcours qu'il expose. Les informations ressortant de cette évaluation serviront à préparer les orientations des priorités quinquennales **2016-2020**.
- **2015** : à l'image de l'année 2013, les acteurs associatifs sont exemptés du rapport annuel d'activités mais pas du rapport financier.
- **2016** : les acteurs associatifs sont tenus de rendre le rapport clôturant le quinquennat 2011-2015. Ce rapport permettra d'établir le bilan des projets et des actions réalisés durant le deuxième quinquennat.
- En ce qui concerne les coordinations locales, les années 2013 et 2015 déchargeant les acteurs associatifs de la rédaction du rapport annuel d'activités (mais pas du rapport annuel financier) feront l'objet d'un accompagnement plus soutenu des projets associatifs sur le terrain. Les rapports annuels des années 2012 et 2014 comporteront une analyse *de l'offre sociale* de la commune. Enfin, le rapport annuel 2016 comportera les relevés des contenus d'informations associatifs portant sur le bilan du deuxième quinquennat.
- En ce qui concerne le centre Régional d'appui en cohésion sociale : les années **2013** et **2015** déchargeant les acteurs associatifs et les coordinations locales de la rédaction du rapport annuel d'activités, feront l'objet d'une analyse de fond portant sur les éléments consolidant la cohésion sociale, l'organisation du dispositif de cohésion sociale et les enjeux plus larges.

4. INTERVENTION DE MONSIEUR NICO HIRT :

Le powerpoint reprenant l'intervention du 09/11/2011 est inséré dans le site *Appel pour une école démocratique* (troisième présentation : l'école de l'inégalité). Suivre le lien ci-dessous.

<http://www.skolo.org/spip.php?article1380>

4.1 Questions

Madame Dardenne : (Le Colombier) : interpelle l'intervenant au propos de la notion de pauvreté. Cette notion est relative et n'entre pas systématiquement dans une représentation commune. Qu'entend-on par pauvreté ?

Monsieur Hirt : une série d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs ont permis de délimiter la notion de pauvreté dans cette enquête : le niveau de qualification des parents (diplôme), le nombre de pièces dans le logement résidentiel, l'équipement en sanitaire (WC...), la catégorie socioprofessionnelle des parents, le niveau socioéconomique des parents, la présence d'une bibliothèque... L'ensemble de ces facteurs agrège la notion de pauvreté.

Monsieur Azaaf (Mini-Anneessens) : interpelle l'intervenant sur les motifs expliquant les retards scolaires au conseil de classe. Il souligne un fait non évoqué : un volume important d'élèves n'a pas acquis les bases premières de l'apprentissage.

Nico Hirt : valide cette déclaration tout en soulignant que c'est un argument tautologique (qui se mord la queue). Les élèves sont confrontés à une diversité volumineuse de connaissances, voire à trop de connaissances. Les rouages de l'inégalité opère dès le primaire, ce qui impacte sur les bases de l'apprentissage. Le déficit des bases premières de l'apprentissage reflète un manque de régulation de l'enseignement primaire ainsi que les rouages de l'inégalité sociale à l'école.

Mini-Annessens : fait remarquer par ailleurs, le *turn-over* important dans les écoles *déclassées*. Les enseignants ont tendance à chercher des environnements plus calmes ce qui impacte sur la stabilité du corps enseignant dans ce type d'établissement.

Nico Hirt : explique que ce phénomène n'est pas exceptionnel en le confrontant à son expérience personnelle. Vu sa charge d'activité externe actuelle, Il a opté personnellement pour une réduction de son temps de travail en privilégiant les cours gagnant le plus son intérêt. Il propose trois pistes de solution pour résorber ce phénomène.

- l'attraction financière : valorisation salariale du personnel employé dans ce type d'établissement.
- les conditions de travail : améliorer les conditions de travail dans ce type d'établissement : diminution des horaires de travail, diminution du groupe d'élèves dans la classe...
- obligations : l'instruction est une mission d'intérêt général. Les enseignants sont les garants de cette mission sans distinction des milieux sociaux qu'ils desservent. Il faut dès lors, contraindre les enseignants à desservir l'ensemble des milieux sociaux. A ce titre, il souligne que la Belgique est un des rares pays où les parents ont la liberté (constitutionnelle) de choisir l'établissement scolaire de leur enfant.

5. Travail en atelier

5.1 Participants aux ateliers

Atelier 3 : participants	Atelier 4 : participants
Les conséquences de la précarité des usagers sur la pratique efficiente du soutien scolaire.	Le décrochage parental et ou la logique consumériste des parents face aux activités de soutien scolaire et/ou de remédiation.
ASBL Entre nous - Madame Zahmidi - Madame Messaoudi	Le Colombier - Madame Dardenne
Don Bosco Téléservice - Monsieur Dujardin	Centre Bruegel - Madame Rigaux
Groupe d'Entraide Scolaire de Laeken - Monsieur Danero (rapporteur)	ASE Anneesens - Monsieur Chbabou
Le 88 - Monsieur Khaddamallah	Mini-Anneessens - Monsieur Azaaf
Jeunesse à Bruxelles - Madame Wyvekens	Les Ateliers populaires - Monsieur Delvaux
Bruxelles Laïque - Madame Ertorun	Maison des Associations - Madame Delruelle
Eurêka Aide et soutien - Madame Begdouri	Progrès - Monsieur Muradyan
Ligue de l'Enseignement - Madame Lalau	Cocof - Monsieur D'Ostuni
Centre Tefo - Madame Azeebal	Entraide des Marolles - Monsieur Caufriez - Madame Lewkowicz (rapporteur)
Atelier du soleil - Madame Florida	
Maison des jeunes NOH - Madame Djilo Kamga	

5.2 Synthèse des échanges

Atelier 3 : Les conséquences de la précarité des usagers sur la pratique efficiente du soutien scolaire.

- Mise en perspective des consignes sémantiques se rapportant au titre de l'atelier. 3 notions centrales font l'objet d'une discussion, d'une redéfinition : usagers, précarité, efficience.

- usagers : parle-on des parents ou des enfants ?

Certains acteurs parlent des parents, d'autres des enfants et d'autres encore, des rapports intimes liant les parents et les enfants au soutien scolaire.

- précarité : cette notion a été redéployée au-delà de sa dimension économique vers ses dimensions sociale, culturelle, relationnelle, de langue, affective, d'estime de soi, de confiance, qui sont autant de facettes de la précarité se jouant dans la réussite scolaire d'un enfant.

- L'image négative que les parents, les enfants ou les enseignants renvoient mutuellement et inversement, dans un cercle vicieux redondant, colporte de manière incessante une charge symbolique qui devrait être pris en charge par l'école. On attend de l'école qu'elle résolve tous les problèmes ! La conséquence directe de ce phénomène se ressent dans les structures de soutien scolaire rassemblant non pas des enfants qui ne travaillent pas mais bien des enfants qui travaillent trop et mal (2,3,4 heures après l'école).
- En conséquence, une des pratiques à privilégier en soutien scolaire n'est plus l'aide au devoir mais bien l'apprentissage d'une méthode de travail. Ce qui peut percuter certains parents en attente d'une école de devoirs idéal-typique où l'on fait ses devoirs.
- Cette dynamique créant du mécontentement chez les parents appelle des procédures de feed-back formalisant petit à petit « une école des parents ».
- On constate que les parents qui suivent les cours en journée ont des enfants qui suivent mieux en soutien scolaire, mieux leur scolarité. Ces parents partagent la même langue véhiculaire que leurs enfants : le français. De plus, l'expérience formative vécue par les parents en apprentissage impacte directement sur une meilleure compréhension mutuelle des enjeux relevant du soutien scolaire.
- Certains participants soulignent que l'école de devoirs n'est pas exclusivement un lieu pour faire ces devoirs mais englobe des dimensions plus larges tels, la culture, les ateliers créatifs... A ce titre, un participant souligne l'expérience bénéfique d'une pièce de théâtre dans son rapport à l'apprentissage, lui permettant ainsi, *d'ouvrir son univers*.
- Un participant souligne l'importance de se décroiser de son espace d'appartenance en faisant référence à une étude¹ portant sur *l'appropriation de l'espace urbain par des jeunes de différents quartiers bruxellois* : (l'étude démontre que les jeunes des quartiers populaires de Bruxelles, sont capables de représenter leur circulation dans le quartier, leur pitié de maisons mais incapables de projeter leur circulation au-delà de cet espace de proximité).
- Il faut valoriser davantage les compétences socio-affectives en parallèle aux compétences scolaires tels le calcul, l'écriture, la lecture...
- Les parents manquent d'outils mais ce ne sont pas nécessairement des outils financiers qui manquent. Certains parents souhaitant la réussite de leurs enfants, sont prêts à mettre les moyens suffisant pour faire suivre leurs enfants, acheter des livres... Les outils dont ils ont réellement besoin aujourd'hui, sont ceux qui augmentent leur connaissance du milieu, des règles du jeu, des règles institutionnelles...

¹ - Jeunes en ville, Bruxelles à dos ? L'appropriation de l'espace urbain bruxellois par des jeunes de différents quartiers, mai 2008. : recherche-action menée par trois associations (SOS-Jeunes, Samarcande et IEB)

Le décrochage parental et ou la logique consumériste des parents face aux activités de soutien scolaire et/ou de remédiation.

- L'énoncé de l'atelier porte en soi un jugement de valeur dans la mesure où l'on fait porter la responsabilité d'un fait social global à un acteur spécifique : le parent. Les facteurs se jouant dans la réussite scolaire sont multiples et ne peuvent être concentrés, individualisés sur la figure exclusive du parent.
- Certains échanges dans l'atelier relatent une éducation de base fort répandue dans les quartiers populaires (surconsommation de la télévision, des médias du divertissement, hygiène de vie..) bien loin de l'attente idéal-typique d'une éducation réussie et épanouissante.
- Néanmoins, l'expérience quotidienne des acteurs du terrain laisse entrevoir des parents réellement préoccupés par la réussite de leur enfant mais démunis ou totalement dépassés par la situation. Dès lors, ils sont demandeur d'une aide qu'ils ne peuvent apporter ou qu'ils croient ne pas pouvoir apporter à leurs enfants, dans des situations d'échecs non avérés et parfois même *fantasmés*, dans la mesure où souvent les responsables associatifs sont en face d'enfants qui réussissent plus au moins bien à l'école mais ces derniers, doivent répondre à la peur des parents face à l'avenir.
- Cet aspect de dépassement des parents semble plus visible chez les parents dont les enfants fréquentent l'école secondaire (adolescents).
- Le déplacement des missions de l'école vers les structures de soutien scolaire est une problématique émergente qui mériterait un débat plus approfondi. Alors que l'école devrait être le garant de la réussite scolaire, cette mission est de plus en plus relayée, reléguée vers des structures diverses au sens large (sociétés de coaching, remédiation, école de devoirs...). Il suffit d'encoder remédiation dans *google* pour voir l'exhaustivité de cette offre foisonnante. Un débat clarifiant le rôle et les objectifs attendus de l'école et du soutien scolaire est nécessaire.
- En ce qui concerne le comportement consumériste des parents, le débat actuel laisse poindre une atmosphère dans laquelle la Belgique de l'échec, du redoublement, la Belgique dernière de la classe européenne sont les facteurs explicatifs de la question scolaire. Ce fatalisme ambiant crée une demande chez des parents moins outillés tandis que parallèlement une offre répond à ce besoin partiellement construit. Puisque la réussite scolaire des enfants est essentielle, consommer l'offre de soutien scolaire est la réponse adéquate à cette demande *pulsionnelle*. Dans cette mesure, la consommation de l'offre de soutien scolaire doit être relativisée du fait que cette conjoncture actuelle du « marché scolaire » ne reflète pas la réalité du soutien scolaire.
- En réponse à cet effet d'aubaine (surconsommation du soutien scolaire), certaines structures de soutien scolaire répondent par l'exigence d'un contrat, d'un engagement tripartite alliant le jeune, l'école de devoirs et le parent. Cette contractualisation signifie et définit les engagements des différentes parties ainsi que les responsabilités de chacune des parties contractantes.

- D'autres expériences, voire une autre réalité, démontrent que l'école de devoirs n'est pas un lieu où l'on fait $2+2=7$. C'est également une institution, une organisation qui ouvre d'autres portes à l'épanouissement du jeune.

- Certaines structures de soutien scolaire orientent leurs efforts vers : l'obligation de fréquenter le soutien scolaire. D'autres favorisent sa participation volontaire au soutien scolaire et à une série d'autres activités, mettant au centre la motivation du jeune.

5.3 Analyse catégorielle des interventions

Atelier 3 : les conséquences de la précarité des usagers sur la pratique efficiente du soutien scolaire.

Dimensions	catégories	Arguments repris dans l'atelier
Sémantique, discursive	- représentationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - représentation des usagers : parents - enfants : rapport entre les deux. - représentation de la précarité : précarité au sens large : dimension sociale, affective, économique, psychologique...
psychologique	- phénoménologique	- importance de décroquer l'imaginaire de l'enfant de son espace d'appartenance. Privilégier les expériences de mobilité.
	- estime de soi	- image dévalorisante intériorisée chez l'élève, le parent et l'enseignant.
	- estime sociale	- image dévalorisante extériorisée de l'élève, du parent et de l'enseignant.
	- image sociale	- image dévalorisante de l'école et déformation symbolique du rôle de l'école.
	- déviance	- élèves en suractivité et ouvrage de mauvaise qualité
Pédagogique, méthodologique	- pratiques pédagogiques adaptées	<ul style="list-style-type: none"> - privilégier l'apprentissage d'une méthode en faveur de l'aide au devoir. - procédures de feed-back à l'adresse des parents : école des parents. - approches large et globale des pratiques à l'adresse de l'enfant : (devoirs, ateliers créatifs, socioculturel, épanouissement...) - valoriser davantage les compétences socio-affectives en faveur de l'aide au devoir. - proposer des outils autres que financier aux parents leur permettant d'intégrer le formalisme scolaire, les règles institutionnelles...

	<ul style="list-style-type: none"> - contexte bénéfique à la réussite scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - parents suivant des cours parallèlement à leur enfant - utilisation du français comme langue véhiculaire par les parents et les enfants - l'expérience d'un cursus formatif par les parents accoutume ces derniers aux attentes scolaires.
--	--	--

Atelier 4 : le décrochage parental et ou la logique consumériste des parents face aux activités de soutien scolaire et/ou de remédiation.

Dimensions	catégories	Arguments repris dans l'atelier
Sémantique, discursive	- représentationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - énoncé de l'atelier comportant un jugement de valeur. Le parent est un des acteurs de la réussite scolaire et ne peut endosser exclusivement la responsabilité de ce fait social. - représentation <i>fataliste</i> de l'enseignement de la Communauté française au travers l'emploi des analyses comparatives des systèmes éducatifs européens.
	- pratique	<ul style="list-style-type: none"> - le rapport pratique dominant des publics précaires à l'éducation (consumériste et oisif) est bien loin de l'attente idéal-typique de l'éducation.
psychologique	- phénoménologique	<ul style="list-style-type: none"> - parents ayant bien intégré l'importance de la réussite scolaire mais dépassés par la situation imaginée comme insurmontable. - anxiété face à l'avenir chez les parents, créant un appel d'air et des fantasmes quant à l'échec scolaire. - anxiété plus importante chez les parents ayant des enfants en secondaire. - le fatalisme ambiant sur la question scolaire augmente l'anxiété des publics laborieux. Ces derniers demandent davantage de structures d'aide scolaire auquel répond une offre comblant davantage ce sentiment d'insécurité. - le consumérisme des structures de soutien scolaire est lié au <i>sentiment d'insécurité culturelle</i>.
Pédagogique, méthodologique	- pratiques pédagogiques adaptées	<ul style="list-style-type: none"> - effet d'aubaine (demande excessive de soutien scolaire) compensé par une contractualisation tripartite des engagements réciproques du parent, élève et école de devoirs - approche large et globale des pratiques à l'adresse de l'enfant : (devoirs, ateliers créatifs, socioculturel, épanouissement...) - favoriser l'inclusion volontaire du jeune à la structure d'aide scolaire au détriment de l'obligation de fréquentation.
Institutionnelle	- fonctionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - déplacements de la fonction, de la mission de l'école vers les structures de soutien scolaire. - émergence d'un marché privé du soutien scolaire en conséquence du déclin de l'institution scolaire.

Conclusion générale des ateliers :

L'analyse des échanges interrogeant les conséquences de la précarité, du décrochage parental et la logique consumériste du soutien scolaire laisse entrevoir de fortes convergences entre les deux ateliers. 4 dimensions émergent des échanges dont trois partagées par les deux ateliers. Les dimensions *discursive, méthodologique/pédagogique et psychologique* sont les trois clés d'interprétation communes, remettant en question les pratiques de soutien scolaire.

- La dimension discursive pointe dans les deux ateliers la nécessité de redéfinir les notions centrales tels l'usager, la précarité dans leur dynamique relationnelle et multivariée ainsi que l'image actuelle de l'école: fortement colorée par une représentation pessimiste, cette dernière légitimée par l'exploitation des évaluations comparatives des systèmes éducatifs européens centrés sur la performance. A l'opposé, la pratique éducative actuelle des publics laborieux est confrontée aux attentes *idéal-typique* de l'éducation bien loin des réalités de terrain.

- La dimension psychologique et plus spécifiquement phénoménologique domine les débats sur le soutien scolaire. D'une part, la dévalorisation des publics laborieux semble produire un *sentiment d'insécurité culturelle* compensé par une demande croissante et une surconsommation des équipements de soutien scolaire. D'autre part, cette anxiété confortée par le climat ambiant de la Belgique *dernière de classe* crée des déviances enfermant les jeunes dans la suractivité, l'ouvrage immotivé ainsi qu'un affaïssement généralisé de la qualité de travail. Ce système d'interprétations réciproques en boucle liant, parent, enfant, enseignant et société civile au soutien scolaire est un carrousel dévalorisant, au centre duquel le marché privé du soutien scolaire émerge de manière opportune en répondant à un besoin pulsionnellement construit. Dès lors, le consumérisme est étroitement lié au sentiment d'insécurité de l'ensemble des acteurs liés au soutien scolaire. Par ailleurs, ces publics enfermés dans leur quartier d'appartenance arrivent difficilement à se projeter dans des espaces socio-affectifs en dehors de leur sens commun, ce qui donne aux outils artistique, culturel et créatif tout leur sens.

La dimension pédagogique/méthodologique tente d'adapter au mieux les pratiques de soutien scolaire aux difficultés de terrain. D'une part, une série de réflexions soulignent les contextes bénéfiques à la réussite scolaire : le partage du français comme langue véhiculaire, l'inscription parallèle des parents à un cursus de formation dans la continuité des bénéfices empiriques d'une expérience de formation. D'autre part, une série de bonnes pratiques tente de palier aux difficultés conjoncturelles du soutien scolaire : l'apprentissage d'une méthode de travail au bénéfice de l'aide au devoir, la formalisation des procédures de feed-back à l'adresse des parents, l'approche globale des pratiques éducatives à l'adresse du jeune avec une insistance sur les pratiques centrées sur l'épanouissement socio-affectif de l'usager, la contractualisation des engagements réciproques des parties liées au soutien scolaire (parent, enfant, association, école), l'inclusion motivée du jeune au projet de l'association au détriment de la fréquentation obligatoire du soutien scolaire, les expériences de mobilité spatiale ainsi que le développement d'outils autres que financier (formalisme scolaire, logique institutionnelle..) à l'adresse des parents conscients, responsables mais dépassés par les événements.

Enfin, la dimension institutionnelle relevée dans un atelier interroge directement les missions et rôles attendus de l'école et du soutien scolaire. Dans la mesure où les structures de soutien scolaire sont tributaires d'une offre scolaire duale départagée schématiquement et géographiquement entre une offre scolaire performante et une offre scolaire reléguée; un déplacement de la fonction de l'école vers le soutien scolaire est perceptible dans les quartiers précaires, au centre desquels les publics manquant des bases essentielles de l'apprentissage, relèguent dans une deuxième chance leur demande éducative aux structures de soutien scolaire plus au moins équipés pour prendre en charge cette demande.

5. Clôture de la concertation locale.

La coordination informe l'assemblée de la perspective d'étendre ce type de travail en atelier vers d'autres thématiques au centre des préoccupations des acteurs associatifs et invite les membres présents à partager un dernier moment convivial au bar. La responsable de Bruxelles Laïque informe de la disponibilité des locaux de son association pour ce type d'entreprise.